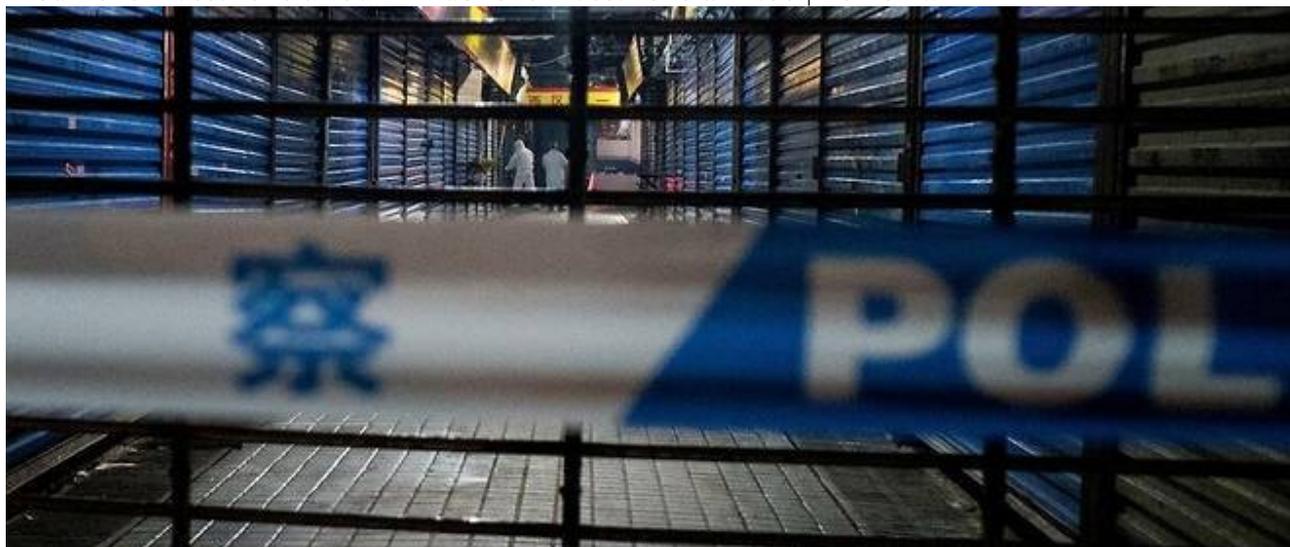


# Coronavirus : comment l'alerte a été étouffée à Wuhan en décembre 2019

**Dans une lettre à l'OMS, Trump accuse la Chine d'avoir retardé l'alerte du nouveau virus. Mais quels sont les véritables torts des autorités chinoises ?**

De notre correspondant en Asie, [Jérémy André](#) (Hongkong)

Modifié le 22/05/2020 à 15:42 - Publié le 22/05/2020 à 14:00 | Le Point.fr



Le marché de la ville de Wuhan fermé dès le 11 janvier 2020. © NOEL CELIS / AFP

- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 

C'est un texte passé inaperçu et pourtant explosif. Dans une [lettre incendiaire au directeur de l'Organisation mondiale de la santé \(OMS\)](#) Tedros Adhanom Ghebreyesus, [Donald Trump](#) a menacé mardi 19 mai de quitter définitivement l'organisation si elle « ne s'engageait pas à des améliorations majeures et substantielles d'ici 30 jours ».

**Lire aussi [P4 de Wuhan : enquête sur une affaire française](#)**

La liste de ses récriminations tient sur quatre pages. Le président américain y fustige la censure de la publication du génome du nouveau coronavirus et la fermeture d'un laboratoire de Shanghai l'ayant publié sans autorisation le 11 janvier, la négation de la transmission entre êtres humains par

l'OMS jusqu'au 21 janvier, le retard dans la déclaration d'une urgence sanitaire internationale jusqu'au 30 janvier sous la pression chinoise, la mission trop tardive de l'OMS mi-février, le rejet des mesures de fermeture des frontières le même mois, la sous-estimation de la létalité et surtout de la contagiosité du Covid-19 jusqu'à début mars, et enfin la déclaration de la situation de pandémie le 11 mars, mettant le reste du monde au pied du mur... Toutes ces critiques sont fondées et ont déjà fait [l'objet d'intenses débats au fil des événements](#).

## **Fake news de Trump**

Cependant, cette implacable philippique contre l'OMS et la [Chine](#) débute par une première page entièrement consacrée aux tout premiers jours de l'épidémie, soit décembre 2019 : « Le Règlement sanitaire international exige que les pays signalent une urgence sanitaire dans les 24 heures. Mais la Chine n'a pas informé l'OMS de plusieurs cas de pneumonie d'origine inconnue jusqu'au 31 décembre 2019, bien qu'elle eût vraisemblablement connaissance de ces cas plusieurs jours ou semaines plus tôt. » L'exécutif américain semble donc avoir finalement mis de côté ses précédentes accusations sur une éventuelle fuite de laboratoire pour se concentrer sur une question de droit sanitaire international : la Chine a-t-elle manqué à ses obligations d'information ?

Décembre 2019 est la période la plus obscure de la chronologie du Covid-19. Ce préambule de la pandémie a d'ailleurs aussi fait l'objet d'une vive polémique en France quand, début mai, Claude Angeli, journaliste au *Canard enchaîné*, avait affirmé qu'« en décembre 2019, peu avant l'arrivée du coronavirus en [Europe](#), le Quai d'Orsay et l'Élysée avaient reçu des informations alarmantes dont ils n'ont tenu aucun compte ». [Le Quai d'Orsay a confirmé au Parisien](#) qu'une alerte avait bien été envoyée par le consul de Wuhan au centre de crise dès le 31 décembre, mais elle ne faisait que remonter les informations rendues publiques ce jour-là par les autorités de Wuhan.



THE WHITE HOUSE

WASHINGTON

May 18, 2020

His Excellency  
Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus  
Director-General of the World Health Organization  
Geneva, Switzerland

Dear Dr. Tedros:

On April 14, 2020, I suspended United States contributions to the World Health Organization pending an investigation by my Administration of the organization's failed response to the COVID-19 outbreak. This review has confirmed many of the serious concerns I raised last month and identified others that the World Health Organization should have addressed, especially the World Health Organization's alarming lack of independence from the People's Republic of China. Based on this review, we now know the following:

- The World Health Organization consistently ignored credible reports of the virus spreading in Wuhan in early December 2019 or even earlier, including reports from the Lancet medical journal. The World Health Organization failed to independently investigate credible reports that conflicted directly with the Chinese government's official accounts, even those that came from sources within Wuhan itself.
- By no later than December 30, 2019, the World Health Organization office in Beijing knew that there was a "major public health" concern in Wuhan. Between December 26 and December 30, China's media highlighted evidence of a new virus emerging from Wuhan, based on patient data sent to multiple Chinese genomics companies. Additionally, during this period, Dr. Zhang Jixian, a doctor from Hubei Provincial Hospital of Integrated Chinese and Western Medicine, told China's health authorities that a new coronavirus was causing a novel disease that was, at the time, afflicting approximately 180 patients.
- By the next day, Taiwanese authorities had communicated information to the World Health Organization indicating human-to-human transmission of a new virus. Yet the World Health Organization chose not to share any of this critical information with the rest of the world, probably for political reasons.
- The International Health Regulations require countries to report the risk of a health emergency within 24 hours. But China did not inform the World Health Organization of

Première page de la lettre de Donald Trump au directeur de l'OMS, le docteur Tedros Adhanom Ghebreyesus, 19 mai 2020.

La lettre de Donald Trump est pour sa part beaucoup plus précise et met pour la première fois en lumière des éléments concrets sur les jours ayant précédé les toutes premières informations publiques concernant le nouveau coronavirus. Or, comme plusieurs spécialistes du Covid-19 s'en

sont offusqués, le moins que l'on puisse dire est que ses allégations sur cette période sont approximatives, pour ne pas dire totalement erronées. Premier point d'ores et déjà réfuté : « L'OMS a ignoré de manière répétée des rapports crédibles selon lesquels le virus se répandait à Wuhan début décembre 2019 ou même plus tôt, dont des articles de la revue médicale *The Lancet*. » Cette dernière, hebdomadaire scientifique britannique de référence, s'est immédiatement [fendue d'un démenti sans appel](#) : « Cette affirmation est incorrecte factuellement. *The Lancet* n'a publié aucun article en décembre 2019 qui ferait référence à un virus ou à une épidémie à Wuhan ou n'importe où ailleurs en Chine. Les premiers articles publiés par la revue l'ont été le 24 janvier 2020. »

Second point contestable : « Entre le 26 décembre et le 30 décembre, des médias chinois ont révélé des preuves d'un nouveau virus émergent à Wuhan, sur la base d'informations sur des patients envoyées à plusieurs entreprises chinoises d'analyse génomique. » Mais après vérification, aucun site, aucun journal, ni aucune télévision ou radio en Chine n'a rapporté la moindre information ces jours-là sur l'épidémie. Selon un [rapport hyperdétaillé du service d'information du Congrès américain paru le 13 mai](#), les premières informations qui ont circulé publiquement sur cette nouvelle maladie datent de l'après-midi du 30 décembre et sont des fuites sur les réseaux sociaux de documents et de conversations entre médecins. Et les médias chinois ne se sont emparés de l'affaire que le 31 décembre au matin.

## Une chronologie accablante pour Pékin

Sur ces deux points essentiels, la lettre de Trump confond la chronologie de la révélation publique initiale de l'épidémie avec des informations découvertes a posteriori, entre janvier et avril 2020, par des journalistes d'investigation et des médecins épidémiologistes. Les « informations sur des patients envoyées à plusieurs entreprises chinoises d'analyse génomique » font en fait référence à une enquête parue fin février 2020 (et supprimée depuis par la censure chinoise, mais [archivée par des activistes](#)) du *magazine chinois Caixin* : celle-ci a démontré que les médecins de Wuhan avaient envoyé entre le 24 et le 26 décembre à plusieurs laboratoires des échantillons qui ont permis d'identifier le nouveau virus comme la cause de cette nouvelle pneumonie. Les articles du *Lancet* mentionnés sont pour leur part des études cliniques ayant permis de retracer a posteriori les chaînes de contamination et l'historique des 41 premiers patients connus. Depuis, [le South China Morning Post a révélé le 13 mars](#) que les autorités sanitaires ont finalement identifié 266 cas de Covid-19 en 2019, dont le plus ancien remonterait au 17 novembre. Mais ces enquêtes postérieures n'impliquent en aucun cas que les autorités chinoises aient été pleinement conscientes avant le 30 décembre qu'une épidémie causée par un nouveau virus s'était déclarée à Wuhan.

L'administration Trump n'a-t-elle donc au final aucun argument solide pour démontrer que les autorités chinoises ont retardé l'alerte en décembre 2019, voire dissimulé des faits critiques qui auraient permis à la communauté internationale de réagir plus tôt ? Si. Et le plus étonnant est que la lettre au directeur de l'OMS multiplie les contrevérités au lieu de développer les éléments accablants que Washington détient contre Pékin. « Pourquoi le représentant américain au conseil exécutif de l'OMS, son organe de gouvernance entre deux assemblées, n'a-t-il exigé à aucun moment de convoquer une réunion extraordinaire pour traiter ces questions ? » s'interroge par ailleurs [Antoine Flahault, directeur de l'Institut de santé globale de Genève](#). Pour lancer une telle procédure, il suffisait pourtant de s'appuyer sur le fameux rapport du service d'information du Congrès américain, qui établit une chronologie détaillée de la pandémie : « Il semble que la Chine n'ait pas informé l'OMS de l'épidémie de manière proactive, comme requis par l'article 6.1 du Règlement sanitaire international (2005), concluent ses auteurs. Le [gouvernement chinois](#) semble avoir potentiellement hésité avant d'informer l'OMS, à la fois quand il a déterminé que le nouveau coronavirus était responsable de l'épidémie et quand ses scientifiques ont séquencé le génome du virus. »

L'analyse du Congrès démontre en effet clairement que même quand les rapports de médecins et les analyses de laboratoire identifiant un nouveau coronavirus se sont accumulés à partir du 26 décembre 2019, les autorités sanitaires chinoises ont tout fait pour limiter et retarder au maximum l'information transmise au public et à l'OMS. Si certains cas découverts a posteriori remontent à novembre, ce n'est qu'à partir du 16 décembre que les hospitalisations pour des pneumonies d'origine inconnue se multiplient à Wuhan. Le 24, le 26 et le 27 décembre, deux hôpitaux transmettent donc à plusieurs laboratoires des prélèvements faits sur ces patients. Cependant, l'information la plus importante va être comprise le 27 décembre 2019 par la [cheffe du service de soins critiques et respiratoires de l'hôpital provincial du Hubei, le docteur Zhang Jixian, 54 ans](#).

## **Zhang Jixian, la véritable lanceuse d'alerte**

Cette médecin chevronnée, vétéran du Sras (syndrome respiratoire aigu sévère, un cousin du Covid-19 qui a frappé l'Asie en 2003), a reçu un couple de personnes âgées, souffrant toutes deux de difficultés respiratoires. Elle leur fait passer un scan CT thoracique et découvre les anomalies typiques de la nouvelle maladie. Elle décide donc de demander que leur fils, qui vit avec eux, subisse aussi un scanner. « Au début, leur fils refusait d'être examiné. Il ne montrait aucun symptôme ou gêne et croyait que nous essayions de lui soutirer de l'argent », confiera Zhang Jixian dans une [récente interview avec l'agence d'État Xinhua](#). Bingo : le fils présente lui aussi les signes d'une importante infection pulmonaire, même s'il est asymptomatique. « Il est peu probable que trois membres d'une famille aient attrapé la même maladie au même moment sauf si c'est une maladie infectieuse », conclut donc Zhang.

Il est peu probable que trois membres d'une famille aient attrapé la même maladie au même moment sauf si c'est une maladie infectieuse

Elle va remettre le jour même un rapport à sa direction, immédiatement transmis au centre de prévention et de contrôle des maladies (abrégé CDC en anglais) du district de Jiangnan, quartier central de Wuhan. Le contenu de ce rapport remis dans la journée du 27 décembre n'a pas été rendu public. D'après le témoignage de Zhang Jixian, il est cependant évident que la médecin avait identifié deux éléments critiques qui auraient dû immédiatement pousser les autorités sanitaires chinoises à informer le public et l'OMS : d'une part, la transmission entre êtres humains et, d'autre part, l'existence de cas asymptomatiques, potentiellement contagieux. Ces informations vont d'ailleurs pousser Zhang Jixian à équiper immédiatement son service de masques N95 (équivalent FFP2) et de combinaisons de protection intégrale.

Pour évaluer la situation, une réunion de dix médecins experts est convoquée le 29 décembre – un dimanche. Neuf cas sont discutés : les trois cas de la famille diagnostiquée par le docteur Zhang, et quatre cas liés à un marché voisin, le fameux marché de Huanan. Le compte rendu de cette réunion filtre dans un [reportage de la chaîne publique chinoise CGTN du 20 avril 2020](#), où l'on peut voir le très grand niveau de détail des descriptions cliniques notées dans un carnet présenté par Zhang Jixian. Les médecins concluent que la situation est « extraordinaire » et engagent l'hôpital à immédiatement informer les autorités sanitaires municipales et provinciales. Car le 27, un laboratoire a déjà appelé la direction de l'hôpital central de Wuhan, un autre établissement, pour l'informer que les analyses révélaient un « nouveau coronavirus ». Et plusieurs laboratoires envoient leurs résultats aux hôpitaux et aux autorités sanitaires les 29 et 30 décembre.

**Lire aussi [Comment le système politique chinois a favorisé la pandémie](#)**

Les autorités de Wuhan ne vont pourtant réagir que le lendemain de la réunion d'experts et en essayant de garder l'affaire secrète. Le lundi 30 décembre, vers 15 heures, la commission sanitaire de la ville de Wuhan émet auprès des médecins de la ville une « notice urgente » qui affirme qu'une pneumonie de cause inconnue est apparue dans le marché de Huanan et demande qu'on lui remonte toute information sur des cas semblables. Ce document va fuiter sur les réseaux sociaux au bout de seulement douze minutes ! Dans les heures qui suivent, des médecins de Wuhan, le docteur Ai Fen et [l'ophtalmologue Li Wenliang](#), vont échanger sur différents groupes de discussion privés à propos de la nouvelle maladie, à partir d'un rapport d'analyse partagé par Ai Fen, identifiant le nouveau virus au Sras. Ces conversations vont à leur tour fuiter sur les réseaux sociaux. Début janvier, la cheffe urgentiste sera blâmée, Li Wenliang, lui, sera carrément convoqué par la police et menacé de poursuites pour « avoir répandu des rumeurs ».

## **La passivité coupable de l'OMS**

Ce sont ces fuites de documents sur les réseaux sociaux qui vont contraindre les autorités sanitaires locales à informer la presse le lendemain matin, au 31 décembre 2019. Dans la matinée, [plusieurs médias ont déjà authentifié la « notice urgente » qui circule](#) en ligne. Pourquoi avoir pris autant de temps pour informer le public ? La version officielle chinoise insiste aujourd'hui sur la nécessité d'enquêter pour établir avec certitude les caractéristiques de la nouvelle maladie, avant de communiquer. Pourtant, l'information que les [autorités sanitaires locales donnent finalement en début d'après-midi sur leur site Internet](#) (supprimé depuis, mais [archivé](#) par des activistes) et font circuler auprès des médias est plus que minimale, si ce n'est trompeuse. Le communiqué est entièrement centré sur le marché de Huanan, comme s'il s'agissait d'une infection alimentaire et non d'une épidémie, et alors que plusieurs cas déjà identifiés ne sont pas liés au marché. « L'enquête n'a jusqu'à présent révélé aucune transmission de personne à personne évidente et aucun personnel médical n'a été infecté », affirme à tort le communiqué. Un [exceptionnel travail d'investigation du Wall Street Journal](#) a récemment démontré que le CDC de Wuhan a bien envoyé des enquêteurs dans le marché de Huanan dès le 31 décembre, mais que ceux-ci se sont contentés de faire des prélèvements, jamais communiqués, puis de désinfecter totalement les lieux.

« Le siège de l'OMS à Genève a été instruit pour la première fois de l'épidémie non pas par les autorités chinoises, mais seulement par le Programme de surveillance des maladies infectieuses (ProMED), une plateforme open source basée aux États-Unis pour le renseignement précoce des épidémies de maladies infectieuses », commente le rapport du Congrès américain. « À [23 h 59 le 30 décembre, à l'heure de la côte est des États-Unis](#) [soit 11 h 59 le 31 décembre en Chine], un utilisateur de ProMed a posté la traduction automatique d'un article en chinois sur l'épidémie du média Yicai, la branche d'information financière du groupe de presse d'État Shanghai Media Group. » Or, selon le Règlement sanitaire international, ce post ProMed a déclenché l'obligation d'information de l'OMS, censée vérifier sous 24 heures auprès de l'État membre la véracité de tels renseignements critiques. Mais l'OMS ne va rien en faire. Son bureau de Pékin ayant été notifié comme la presse, l'organisation se contente à partir de là de suivre passivement les informations délivrées au compte-gouttes par Pékin. Et elle ne reconnaîtra la réalité de la transmission humaine que le 21 janvier, une fois que les autorités chinoises y auront été contraintes et forcées par les révélations de scientifiques.